

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 16/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines**

LA VANCELLE  
BP 68  
67602 SELESTAT

Références : 0403\_2022\_08\_19\_ROSSMANN\_VIIC  
Code AIOT : 0006700403

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines implanté 6 RUE DU MOULIN 68160 STE CROIX AUX MINES. L'inspection a été annoncée le 27/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines
- 6 RUE DU MOULIN 68160 STE CROIX AUX MINES
- Code AIOT : 0006700403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Rossmann produit du papier et du carton. Ses installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 15/04/2016.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- sécurité incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 2.1.2	/	Sans objet
2	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 7.1.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 7.2.3	/	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 7.2.3.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Rossmann a engagé un travail en terme d'amélioration de la protection incendie (mise en place d'une détection extérieure, d'une extinction automatique au niveau de la machine à papier, etc.).

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...]L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté deux plans généraux des bâtiments : - n°1 (référence SC 718-E) précise la localisation des risques ainsi que l'emplacement des poteaux d'incendie, - n°2 (référence SC 742) décrit la localisation des moyens de secours principaux (poteaux d'incendie, aire d'aspiration, emplacement des RIA, désignation des différents locaux, accès des secours, emplacement de la centrale incendie).
<b>Observations :</b> L'exploitant est invité à préciser sur le plan n°2 les risques associés aux moyens de secours présents afin que ce dernier soit autoportant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Systèmes de détection et extinction automatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 71.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les locaux et équipements techniques qui présentent un risque d'incendie disposent d'un dispositif de détection [...] »
<b>Constats :</b> Une installation de détection est présente sur le site. Une baie incendie se situe dans le hall bobineuse. Le plan de zonage du SSI (système de sécurité incendie) a été transmis par l'exploitant ; ce plan référence les différentes zones des bâtiments couvertes par une détection automatique (ZDA - zone de détection automatique) ou une détection manuelle (ZDM - zone de détection manuelle). Le comparatif réalisé entre le plan des bâtiments mentionné au constat 1 et le plan de zonage du SSI a permis de constater que la plupart des locaux en sont pourvus. La zone référencée comme à risque d'incendie dans le bâtiment : stock bobines est couverte par une détection numéro "Z75" (confirmé verbalement par le représentant de l'exploitant après la visite). Lors de la visite sur site, l'exploitant a décrit les améliorations envisagées sur la détection incendie avec en particulier : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'installation d'une détection extérieure dédiée aux deux stockages de vieux papiers (2 détecteurs par stockage). Le jour de la visite, il en restait un à installer,</li><li>- la mise en place dans trois zones de la machine à papier, d'une extinction automatique par brouillard d'eau,</li><li>- la dotation dans plusieurs zones d'une extinction automatique à gaz (armoire bobineuse, les 2 locaux électriques et un local extérieur "bungalow").</li></ul>
<b>Observations :</b> L'exploitant informera le service d'inspection de la réalisation effective des améliorations engagées sur la détection incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie [...] notamment : [...] - deux poteaux d'incendie [...] »
<b>Constats :</b> Lors de la visite de l'extérieur du site, l'inspection a constaté la présence de 3 poteaux d'incendie (2 dans la rue du moulin et 1 au niveau de l'entrée principale du site). Selon le plan présenté au constat n°1, il existe également un 4ème poteau dans le chemin privé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/04/2016, article 7.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie [...] notamment : [...] un point d'aspiration à proximité de la zone extérieure de stockage Sud Ouest dans le canal usinier traversant le site"
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence d'une aire d'aspiration au niveau du canal usinier et destinée aux services d'incendie et de secours.
<b>Observations :</b> Il est toutefois demandé à l'exploitant de faire valider cette aire d'aspiration par le service d'incendie et de secours (service DECI – défense extérieure contre l'incendie) <u>dans un délai de 3 mois</u> et de transmettre le justificatif associé à cette validation à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet